

Conseil des services
essentiels

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demandes de renseignements généraux et
de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



Conseil des services
essentiels

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2010-2011

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition officielle**



i

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
1.	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2009-2010 :</p> <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés.- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés, le cas échéant.
2.	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.</p>
3.	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :</p> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;- les firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
5.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
6.	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du projet; - la nature du projet; - l'échéancier ; - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; - les plus récents estimés du coût du projet; - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant; - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; - le nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.
7.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec.
8.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autre type de téléphones intelligents; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs;

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - le coût des contrats téléphoniques; - le nombre de minutes utilisées.
9.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années; - le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.
10.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail;

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - le propriétaire de l'espace loué; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
11.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2009 à ce jour.
12.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</u>
13.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. ministre; ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme concerné ou de la personne; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat.
14.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
15.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2011-2012.
16.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.</p>
17.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire; - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assignation initiale; - l'assignation actuelle; - le salaire; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
19.	<p>Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p>
20.	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - etc.
21.	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site;

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none"> - la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
22.	<p>Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste; - les mandats; - les contrats; - le résultat du travail effectué; - les échéances prévues; - les sommes impliquées.
23.	<p>Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>
24.	<p>Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.</p>
25.	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article); - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
26.	<p>La liste de tous les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coût (déplacements, etc.); - le nombre de ressources affectées; - le nombre de rencontres; - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
27.	<p>La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>

Conseil des services essentiels**ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011****Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle**

#	Demandes de renseignements généraux
28.	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Endroits et dates	Le Halifax Marriott Harbourfront Halifax, Nouvelle-Écosse Du 31 mai au 3 juin 2009
But du voyage	Congrès du Conseil des tribunaux administratifs canadiens
Personnes rencontrées	Conférenciers et congressistes
Coût	Inscription : N/A Hôtel : 411,64 \$ Frais de déplacements : 304,94 \$ Total 716,58 \$
Noms des dirigeants et fonctionnaires concernés	M ^e Françoise Gauthier, vice-présidente

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, de membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Droit inc. Com ltée		
Affichage de poste	Contrat négocié	295,00 \$
La Presse		
Affichages de postes	Contrat négocié	5454,37 \$
Interscript		
Conception et impression de signets	Contrat négocié	900,00 \$
Total		6649,37 \$
Prévisions 2010-2011		4000,00 \$

SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût ;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Accent 2000	Formation de perfectionnement : Apprivoiser la nouvelle orthographe	2 790,00 \$
Amaro	Contrat annuel de livraison d'eau de source et entretien des refroidisseurs	715,92 \$
Avw-Telav	Service de sonorisation pour audience du Conseil à Québec	1 126,13 \$
Bell Canada	Inscription dans les annuaires téléphoniques	868,92 \$
Canon Canada Inc.	Location et entretien des photocopieurs pour le bureau de Montréal	5 372,47 \$
Communication Demo Inc.	Production quotidienne de la revue de presse papier	15 042,08 \$
CSPQ	Entente de service relative à la gestion de la rémunération et des avantages sociaux entre le CSE et le CSPQ	5 875,00 \$
CSPQ	Entente de services informatiques – Accès et connexité	400,00 \$
Folia Design	Entretien de plantes pour le bureau de Québec	646,80 \$
Hortam	Entretien de plantes pour le bureau de Montréal	1 221,34 \$

Hôtel Delta Québec	Location d'une salle de réception et d'appareils audiovisuels à des fins d'audience du Conseil des services essentiels	2 882,92 \$
Hilton Québec	Location d'une salle de réception et d'appareils audiovisuels à des fins d'audience du Conseil des services essentiels	2 294,90 \$
Hilton Lac Leamy	Location d'une salle de réception et d'appareils audiovisuels à des fins d'audience du Conseil des services essentiels	5 920,97 \$
Centre Sheraton Hôtel Montréal	Location d'une salle de réception et d'appareils audiovisuels à des fins d'audience du Conseil des services essentiels	1 693,13 \$
Magali Legault coach	Conception et animation de formation professionnelle pour tous les employés	9 514,99 \$
Musée national des Beaux-Arts	Location d'œuvres d'art	5 300,00 \$
Paradis Lemieux Francis	Formation professionnelle de 2 jours reconnue par le Barreau du Québec sur la conduite d'une audience et la rédaction de décisions pour 9 employés	3 608,00 \$
Pitney Bowes	Location du télécopieur	1 100,00 \$
Saulnier Robillard Lortie, Huissiers	Dépôt de décisions à la Cour supérieure et significations de décisions	5 558,89 \$
Shret-It International	Récupération pour les bureaux de Montréal et de Québec	854,00 \$
Solutions Humaines ProAct	Programme d'aide aux employés	2 540,00 \$
Télépage	Système de prises des appels en dehors des heures d'affaires	1 680,00 \$
Témoin production	Service de montage d'une vidéo informative, rédaction, narration, montage et réalisation	10 670,00 \$
Xérox Canada Ltée	Location du photocopieur pour le bureau de Québec	847,55 \$

SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG6

Pour chaque projet de développement informatique de plus d'un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG7

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

• la photocopie	6 220,02 \$
• les ordinateurs portables	4 069,88 \$
• le téléavertisseur	759,80 \$
• le mobilier de bureau	14 823,16 \$
• les distributeurs d'eau de source	715,92 \$
• les remboursements des frais de transport	15 836,71 \$
• le remboursement des frais d'hébergement	18 813,51 \$
• le remboursement des frais de repas	12 120,74 \$
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec;	45 118,67 \$
ii. à l'extérieur du Québec.	716,58 \$

SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG8

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie.

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Fournisseur : Bell mobilité

- | | |
|-------------------------------------|---------------|
| • coût d'utilisation : | 3905,28 \$ |
| • coût des contrats téléphoniques : | 22,45 \$/mois |

Fournisseur : Solutia Telecom

- | | |
|------------------------------------|-----------|
| • nombre de téléphones cellulaires | 12 |
| • coût d'acquisition | 143,80 \$ |

TOTAL	4049,08 \$
--------------	-------------------

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

- Minorités visibles 35 et plus et moins de 35 ans : Ø
- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel :
 - ✓ Personnel de soutien et technique : 38,5
 - ✓ Personnel professionnel : 39
 - ✓ Personnel cadre et emplois supérieurs : 68,5
 - ✓ Personnel régulier assujetti à la LFP : 2,5
- Nombre de personne ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus :
 - ✓ Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

▫ **Nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel :**

- ✓ Personnel de soutien et technique : 351 heures
- ✓ Personnel professionnel : 282 h et 27 min
- ✓ Personnel régulier assujetti à la LFP : Ø

▫ **Rémunération des heures supplémentaires :**

- ✓ Personnel de soutien et technique : 204 h 40 min
- ✓ Personnel professionnel : 308 h 14 min
- ✓ Personnel régulier assujetti à la LFP : Ø

▫ **Nombre total de jours de vacances pris mensuellement par le personnel :**

Catégorie de personnel				
Mois	Soutien et technique	Professionnel	Cadre et emplois supérieurs	Assujetti à la LFP
Avril	6,0	9,0	11,5	0,0
Mai	6,0	4,5	7,5	3,0
Juin	8,0	4,5	28,0	0,0
Juillet	61,0	24,0	51,0	0,0
Août	25,0	33,0	27,0	11,0
Septembre	10,5	5,0	9,0	4,0
Octobre	14,0	4,5	3,0	1,0
Novembre	11,0	1,0	12,5	0,0
Décembre	18,5	8,0	25,5	8,0
Janvier	2,5	1,0	0,5	0,0
Février	4,5	1,0	5,0	1,5
Mars	4,0	3,5	10,0	0,0
Sous-total	171,0	99,0	190,5	28,5
Total :	489 jours			

▫ **Nombre de personne ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus :**

- ✓ Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

▫ **Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :**

- ✓ Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

▫ **Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :**

Montréal						
Année	Catégorie d'emploi					
	Soutien	Technique	Professionnel	Cadre	Emplois supérieurs	Assujetti à la LFP
2007-2008	5	2	5	3	4	—
2008-2009	5	de 2 à 1	de 5 à 6	3	de 4 à 5	—
2009-2010	5	1	6	de 3 à 4	de 5 à 6	1

Québec						
Année	Catégorie d'emploi					
	Soutien	Technique	Professionnel	Cadre	Emplois supérieurs	Assujetti à la LFP
2007-2008	1	—	—	1	1	1
2008-2009	de 1 à 0	de 0 à 1	—	1	de 2 à 1	1
2009-2010	0	1	—	1	1	1

▫ **Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison**

de la complexité de la tâche à accomplir : Ø

- Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :
 - ✓ Employé régulier assujetti à la LFP, actuellement hors échelle : 1 (emploi supérieur)
- Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Montréal				
Soutien	Technique	Professionnel	Cadre	Emplois supérieurs
7	3	6	4	7

Québec				
Soutien	Technique	Professionnel	Cadre	Emplois supérieurs
—	1	—	1	1

- Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq (5) prochains exercices budgétaires :
 - ✓ Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.
- Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq (5) prochaines années :

Année	Nombre de départ à la retraite	Catégorie d'emploi
2009-2010	1	Personnel de soutien
2010-2011	2	Cadre et emploi supérieur
2011-2012	0	
2012-2013	0	
2013-2014	0	

- Nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle :
 - ✓ Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG10

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

A) Bureau de Montréal

- L'emplacement de la location : 500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 9.100
Montréal (Québec) H2Z 1W7
- La superficie du local loué :

Bureau :	1226,53 m ²
Entrepôt :	22,58 m ²
	<hr/>
	1249,11 m ²
- Le coût total de ladite location : 429 162,36 \$
- Les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :

<u>Coûts</u>	<u>Nature des travaux</u>	<u>Bureaux</u>
171 255,87 \$	Aménagement d'une salle d'audience publique	9 ^e étage du 500 boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal
- La durée du bail : 20 ans
- Le propriétaire de l'édifice loué : 4456050 Canada Inc.

B) Bureau de Québec

- L'emplacement de location : 525, boulevard René-Lévesque Est
R.C. 35
Québec (Québec) GIR 5S9
- La superficie du local loué : 151,96 m²
- Le coût total de ladite location : 40 075,44 \$/année
- Les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés : S/O
- La durée du bail : 30 ans
- Le propriétaire de l'édifice loué : La Capitale immobilière MFQ

SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG11

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG12

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG13

Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

i ministre;

ii ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG14

La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers, 2010-2011 et 2011-2012.

S/O

**SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG15

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

**La réponse à cette question sera transmise
par le Conseil du Trésor.**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG16

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

**Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de
l'étude des crédits.**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG17

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG18

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG19

Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

<u>Nombre</u>	<u>Catégorie d'emploi</u>
1	Membre décideur (emplois supérieurs)

Le salaire correspond à celui devant être octroyé pour occuper ce poste duquel a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit pour ses années de service dans le secteur public québécois.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG20

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

• Services Internet d'information	2337,24 \$
Ex. : Répertoire électronique REJB SOQUIJ Autres	
• Livres	1394,19 \$
Ex. : Alter Ego Code du travail Justice administrative, loi commentée Autres	
• Journaux	1296,34 \$
Ex. : La Presse Le Soleil Autres	
• Revue	424,23 \$
Ex. : Revue de droit de McGill Revue de droit de l'Un. de Sherbrooke Autres	
• Bulletins papiers	1128,81 \$
Ex. : Bulletin de droit de la santé Gestion Plus info-employeur Autres	
• Mises à jour	2740,50 \$
Ex. : Les lois refondues du Québec Contrôle judiciaire de l'action gouv. Autres	
TOTAL	9321,31 \$

SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG21

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Premier site 1996

En septembre 1996, la réalisation du premier site Internet est confiée à *Solutions Puzzle inc.* Le coût de réalisation se chiffre à 2122 \$. Ce site est mis à jour à deux reprises pour un montant de 184 \$.

Refonte du site en décembre 2000

Une refonte importante du site est effectuée en décembre 2000. Toute la programmation est réalisée à l'interne. Cette refonte permet d'introduire une nouvelle facture visuelle qui correspond mieux à la mission du Conseil. De plus, une mise à jour de la législation et de la réglementation est faite sans compter l'ajout du Code d'éthique et de déontologie des membres. Le site est hébergé sur le serveur gouvernemental. Le coût lors de cette première refonte est d'environ 150 \$. Le logiciel WebExpert est utilisé pour la conception.

2001-2002

L'information disponible est maintenue à jour, notamment en y incluant les modifications au Code du travail et en précisant les nouvelles compétences du Conseil. Depuis octobre 2001, l'ensemble des communiqués de presse émis par le Conseil est diffusé ainsi que les décisions récentes. Celles-ci demeurent disponibles sur le site le temps où le dossier est en cours. L'ensemble des décisions du Conseil est diffusé par la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ).

Deuxième refonte du site 2002-2003

Cette refonte est justifiée par la nécessité de se conformer au programme d'identification visuelle gouvernementale. Après un appel d'offres, le contrat est confié à la firme *CESART*. Le coût de 17 000 \$ se répartit sur deux années financières. Soit 13 337,50 \$ payés en 2002-2003 et 3662,50 \$ payés en 2003-2004. À ces montants s'ajoutent 120 \$ pour des frais de graphisme et 659,66 \$ pour les frais d'hébergement. Le logiciel Macromédia est utilisé pour la conception.

Année 2004-2005

Depuis la mise en ligne du nouveau site, seules des mises à jour ponctuelles en fonction de l'actualité sont apportées.

Année 2005-2006

Un ajout au menu de présentation ainsi que l'ajout de pages pour le réseau de la santé sont nécessaires afin de tenir compte de la négociation qui se déroule dans le secteur public. Le montant déboursé est de 336,25 \$. Le Conseil a aussi ajouté sur son site de nouveaux formulaires afin de recueillir par voie électronique l'information que ses clientèles doivent lui transmettre. De plus, des mises à jour ponctuelles sont faites en fonction de l'actualité.

Année 2006-2007

Grâce à une formation d'appoint reçue par le technicien en informatique, le Conseil n'a pas eu à faire appel à une ressource externe pour apporter quelques modifications au menu de la page de présentation pour y intégrer un nouveau sous-menu. De plus, des mises à jour sont faites régulièrement à l'interne en fonction de l'actualité.

Année 2007-2008

Encore cette année, le Conseil n'a pas eu à faire appel à une ressource externe pour apporter quelques modifications à son site. Parmi ces modifications, on remarque la présence du logo du 25^e anniversaire du Conseil, l'ajout au menu des publications du Bilan des 25 ans du Conseil, la modification de l'organigramme du CSE. De plus des mises à jour sont faites régulièrement à l'interne en fonction de l'actualité. Le Conseil continue de privilégier la formation d'appoint de son technicien responsable du site afin d'être en mesure, autant que possible, d'effectuer le développement du site à l'interne.

Année 2008-2009

Outre les mises à jour régulières en fonction de l'actualité, le Conseil n'a pas fait de développement de son site internet. Les mises à jour sont faites à l'interne. Le Conseil continue à privilégier la formation d'appoint de son analyste en informatique afin d'être en mesure, autant que possible, d'effectuer le développement futur du site à l'interne.

Troisième refonte du site 2009-2010

Refonte complète du site internet du Conseil. Il a été mis en ligne au début du mois d'octobre 2009. Cette refonte était nécessaire afin de rendre le site plus informatif et convivial pour le public et les clientèles du Conseil et en particulier celles impliquées dans la ronde de négociation dans le secteur public. Le travail a, en grande majorité, été l'œuvre d'un comité à l'interne, composé d'employés du Conseil, qui s'est penché sur la composition du contenu et fourni des propositions quant à l'aspect visuel. L'analyste en informatique du Conseil s'est chargé de tout le développement du site. Le Conseil a fait appel à la firme *Témoin Production inc.* pour le montage d'une vidéo informative. Ce travail a consisté en la rédaction des textes narratifs, la recherche, l'enregistrement et la réalisation du montage. Sous forme de capsule, cette vidéo a été versée sur le site. Le montant déboursé pour ce travail représente 10 670,00 \$. Le Conseil a également fait appel à un consultant en graphisme. Cette consultation a occasionné une dépense de 280 \$.

L'agent d'information est responsable du contenu du site. Les modifications sont autorisées par le président après recommandation de l'agent d'information.

SOURCE : Administration

COLLABORATION : Informatique

VALIDATION: Présidence

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG22

Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG23

Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

**SOURCE : Administration
VALIDATION: Présidence**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG24

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG25

Nombre de demande d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

**Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de
l'étude des crédits.**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG26

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées ;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG27

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

**La réponse à cette question sera transmise par
le Secrétariat des Affaires intergouvernementales.**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG28

Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

**La réponse à cette question sera transmise par
le Conseil du Trésor.**

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**Demandes de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'Opposition**

#	Demande de renseignements particuliers
RP2.	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
RP3.	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer : a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
RP9.	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

#	Demande de renseignements particuliers
RP90.	Nombre de dossiers qui se sont rendus en révision judiciaire et nature et nature des décisions rendues.
RP91.	Nombre de dossiers réglés par médiation.
RP92.	Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année par secteur d'intervention.
RP93.	Mesures de réparation imposées par le Conseil au cours de la dernière année.
RP94.	Toute étude ou analyse concernant le transport en commun et la Loi sur les services essentiels.
RP95.	Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil des services essentiels et l'intégration de ses activités à la Commission des relations de travail », ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

de fiche : RP2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

SOURCE : Administration
COLLABORATION :
VALIDATION: Présidence

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

de fiche : RP3

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer :

- a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
- d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

a) Liste des employés

Président, vice-présidente et membres

TOBIN, M^c Edmund
GAUTHIER, M^c Françoise
DÉSILETS, Raymond (temps partiel)
PARENT, Anne
KEAYS, Edith
LAPOINTE, M^c Judith
VILLENEUVE, Daniel
BÉLIVEAU, Marcel (temps partiel)

Professionnels

JACOB, Céline / GAUTHIER, Christian
PLANTE, Marlène
LARIVIÈRE, Normand
ROSE, François
SYNNOTT, M^c Pascale
PROVENCHER, M^c Marie-Hélène

Personnel de soutien

ALARIE, Ginette
HARNOIS, Sylvie
LÉGARÉ, France
SASSEVILLE, Louise
TERRIEN-ROY, Danielle
(retraitée au 5/1/10)

Cadres et médiateurs

COUTU, M^c Jeanne
DESFOSSÉS, Danielle
MARCOTTE, Marie-Claude
ST-ONGE, Martin
PIGEON, Sylvie

Technicien(ne)s

LALONDE, Robert
THOMASSIN, Diane

b) Mandats renouvelés

Nom	Titre	Mandat	Rémunération
Raymond Désilets	Membre à temps partiel	1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2012	412 \$/jour
Edith Keays	Membre	1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2012	110 457 \$
Anne Parent	Membre	1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2012	133 603 \$

c) Nomination

Nom	Titre	Mandat	Rémunération
M ^e Judith Lapointe	Membre	6 avril 2009 au 5 avril 2012	105 797 \$

d) Les frais

Une partie de cette réponse à cette question se trouve à la réponse de la question n^o 7 des renseignements généraux.

Frais de représentation

M ^e Edmund Tobin (président-directeur général)	2415 \$
M ^e Françoise Gauthier (vice-présidente)	2070 \$
M ^e Jeanne Coutu (directrice de l'administration et adjointe à la présidence)	500 \$
Danielle Desfossés (chef du service de la médiation et des enquêtes)	400 \$
Martin St-Onge (médiateur)	200 \$
Marie-Claude Marcotte (médiatrice)	200 \$
Anne Parent (vice-présidente par intérim)	344 \$
Total	6129 \$

SOURCE : Administration
COLLABORATION :
VALIDATION: Présidence

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP9

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

EDMUND TOBIN, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents

Rencontres	Repas	Frais
14	32	Voir réponse en sous-question c)

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre

Personnes rencontrées	But de la rencontre
M. David Whissell	Affaires du Conseil et réunion préparatoire à l'étude des crédits 2009-2010
Représentante de l'administration	Réunion de travail
Représentants d'organismes	Organismes visés par la compétence du Conseil
Représentants de ministères	Ministères concernés par la compétence du Conseil
Tiers intervenants	Intervenants concernés par la compétence du Conseil
M ^{re} Françoise Gauthier, vice-présidente M. Daniel Villeneuve, membre du CSE Mme Edith Keays, membre du CSE Mme Anne Parent, membre du CSE M. Raymond Désilets, membre du CSE M ^{re} Judith Lapointe, membre du CSE	Délibérés et affaires du Conseil

c) Frais

Frais de déplacement, voyage, repas et frais de représentation ¹ :	5485,70 \$
---	------------

¹ Les frais de représentation accordés s'élèvent à 2415 \$ conformément au décret de nomination 410-2008 du 23 avril 2008. De ce montant, 2406,27 \$ ont été utilisés.

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents

Conférencier au Colloque du Conseil pour la protection des malades. Les frais sont inclus à la sous-question c).

JEANNE COUTU, DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION ET ADJOINTE À LA PRÉSIDENTE

a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents

Rencontres	Repas	Frais
4	3	Voir réponse en sous-question c)

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre

Personnes rencontrées	But de la rencontre
M ^e Edmund Tobin, président-directeur général	Réunion préparatoire à l'étude des crédits 2009-2010
Rencontre avec les employés du CSE	Affaires du Conseil
Rencontre avec des représentants du ministère du Travail	Pandémie A(H1N1)
Rencontre avec des représentants du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Sagir-2

c) Frais

Frais de déplacement, voyage, repas et frais de représentation.	746,90 \$
---	-----------

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents

Événements	Description	Coûts afférents
Congrès du Barreau du Québec		398,68 \$

SOURCE : Administration
COLLABORATION :
VALIDATION: Présidence

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP90

Nombre de dossiers qui se sont rendus en révision judiciaire et nature des décisions rendues.

Deux dossiers, dont l'un a fait l'objet d'un désistement pendant que le juge de la Cour supérieure avait le dossier en délibéré.

Ville de Québec et Fraternité des policiers et policières de la Ville de Québec inc.

Le bras de fer entre la Ville et la Fraternité se joue depuis septembre 2007. Depuis cette date, les policiers ont entrepris de diminuer le nombre de constats d'infraction remis aux automobilistes pour faire pression sur la Ville, dans le but d'accélérer la signature de leur contrat de travail, qui est échu depuis décembre 2006.

À la suite de la décision du Conseil ordonnant aux membres de la Fraternité des policiers et policières de la Ville de Québec d'émettre de façon normale et habituelle des contraventions aux contrevenants, la Fraternité des policiers et policières de la Ville de Québec a déposé à la Cour supérieure, le 13 novembre 2008, une requête en révision judiciaire de la décision du Conseil.

Le 22 avril 2009, la Cour Supérieure a rejeté la requête en révision judiciaire. La Fraternité a donc déposé à la Cour d'appel une requête pour permission d'en appeler, laquelle a été accordée le 9 juin 2009. Dans sa décision du 14 janvier 2010, la Cour d'appel mentionne qu'en émettant 50% de moins de constats d'infraction, les policiers ont agi illégalement et que le Conseil avait raison d'intervenir, la population étant privée d'un service auquel elle a droit. Le juge Jean Bouchard écrit : « *Bien honnêtement, j'ai énormément de difficulté à concevoir que devant une concertation d'une telle ampleur, le Conseil devait demeurer les bras croisés sans rien faire.* »

Déboutée en Cour d'appel, la Fraternité a déposé depuis, une requête en permission d'appel à la Cour suprême qui sera présentée à l'automne 2010.

Réseau de transport de la Capitale (RTC) et Syndicat des salarié(e)s d'entretien du RTC (CSN)

Ce dossier a fait l'objet de trois interventions du Conseil en 2009, soit les 26 mai, 9 juin et 30 octobre. Pour les deux premières interventions, le Conseil juge illégales les grèves projetées car elles ne respectent pas les exigences du Code du travail. Les décisions sont rendues les 4 et 10 juin respectivement.

Le 6 juillet 2009, le Réseau de transport de la Capitale dépose à la Cour supérieure une requête en révision judiciaire. Dans cette requête, il invoque notamment que le Conseil commet un excès de juridiction en assimilant la situation visée à l'article 107 C.t. à une négociation en vue du renouvellement d'une convention collective pour ainsi déterminer à quel moment l'avis de négociation est « réputé donné et reçu » et établir une date d'acquisition du droit à la grève. Ce faisant, il confère un caractère inévitable et obligatoire à l'acquisition du droit à la grève, ce qui s'oppose et ne peut être réconcilié avec le caractère conventionnel de la clause de révision dont l'existence et l'application relèvent de la liberté contractuelle des parties. Par cette requête, il demande d'annuler les décisions du Conseil rendues les 4 et 10 juin 2009.

Le 30 octobre 2009, le Conseil reçoit un autre avis du Syndicat lui indiquant son intention de recourir à la grève d'une durée indéterminée à compter de 6 h 01 le 11 novembre. Il reçoit aussi la liste des services essentiels proposés par le Syndicat.

Le Conseil entend les parties en audience publique le 5 novembre. Il déclare que la grève prévue est illégale puisque le garage n'est pas ouvert et qu'il ne se fait pas d'entretien ni de réparation des véhicules au Centre Métrobus. En effet, le Conseil décide que la date d'ouverture du nouveau garage en question devient l'événement déclencheur pour le calcul du délai d'exercice du droit de grève, en l'absence d'avis formel de négociation. En conséquence, la grève prévue est illégale et le Conseil ne se prononce pas sur la suffisance des services essentiels proposés dans la liste syndicale.

Compte tenu du règlement du différend intervenu entre les parties, cela amène un désistement des parties dans le dossier en révision judiciaire. Il est demandé, le 11 mars 2010, au juge de la Cour supérieure qui a entendu la cause de ne pas rendre de jugement.

SOURCE : Administration

COLLABORATION : Communications

VALIDATION: Présidence

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP91

Nombre de dossiers réglés par médiation.

L'intervention par voie de médiation

Au cours de l'année, **37 dossiers** ont été réglés par voie de médiation.

Services essentiels

Services publics : 23

Redressement

Services publics : 11

Secteur public : 3

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP92

Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année par secteur d'intervention.

TOTAL DES DECISIONS	42
NATURE DE LA DECISION	
<u>SERVICES ESSENTIELS</u>	
SERVICE PUBLICS	
En évaluation de services essentiels : 23 décisions	
En évaluation de services essentiels modifiés ou difficultés d'application de services essentiels : 7 décisions	
SECTEUR PUBLIC	
En approbation de services essentiels	
<ul style="list-style-type: none">• Réseau de la santé et des services sociaux : 3 décisions• Fonction publique : aucune décision	
<u>REDRESSEMENT</u>	
Le Conseil a reçu 16 demandes d'intervention en fonction de ses pouvoirs de redressement. Près de la moitié des dossiers se sont réglés par la voie de la médiation sans que le Conseil n'ait eu à rendre de décisions.	
<ul style="list-style-type: none">• Services publics : 8 décisions• Réseau de la santé et des services sociaux : 1 décision• Fonction publique : aucune décision	
Nombre de décisions déposées à la Cour supérieure en vertu de l'article 111.20 C.t.	8
Nombre total d'audiences publiques tenues	12

SOURCE : Administration

COLLABORATION : Communications

VALIDATION : Présidence

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP93

Mesures de réparation imposées par le Conseil au cours de la dernière année.

Aucune mesure de réparation n'a été imposée par le Conseil des services essentiels au cours de la dernière année.

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP94

Toute étude ou analyse concernant le transport en commun et la Loi sur les services essentiels.

Le Conseil des services essentiels est un tribunal administratif. Il n'est pas de son rôle d'effectuer des études ou analyses concernant le transport en commun.

**SOURCE : Administration
COLLABORATION : Communications
VALIDATION : Présidence**

Conseil des services essentiels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP95

Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil des services essentiels et l'intégration de ses activités à la Commission des relations de travail » ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.

Le Conseil n'a reçu ou envoyé aucun document, note, mémo ou lettre concernant ce sujet. Il n'a pas, non plus, effectué de ventilation des économies budgétaires projetées.

**SOURCE : Administration
COLLABORATION :
VALIDATION : Présidence**